

5 mars 2013

Guerre en Syrie et géopolitique du gaz

Par Roland LOMBARDI*

En Syrie, il ne s'agit malheureusement plus d'un simple mouvement démocratique contre une dictature. Il y a effectivement quatre autres niveaux de lecture du drame qui se déroule dans ce pays depuis maintenant deux ans.

Le premier, c'est la guerre civile confessionnelle et communautaire (un régime alaouite soutenu par toutes les autres minorités religieuses ou ethniques contre une opposition en majorité sunnite où djihadistes et Frères musulmans s'imposent respectivement sur le terrain et dans les instances dirigeantes...). Le second niveau relève des déchirements interarabes, des luttes d'influences régionales et des profondes rivalités historiques entre Perses et Arabes, entre sunnites et chiites (entre les États du Golfe, soutiens de l'opposition et l'Iran, soutien du régime). Le troisième niveau est bien sûr international : à tort ou à raison, du fait de son soutien au régime, la Russie devient incontournable et fait ainsi son grand retour sur la scène moyen-orientale mais aussi internationale. Enfin, le dernier niveau est aussi celui d'une bataille de l'énergie.

Car en grattant un peu, lorsqu'on analyse un conflit au Moyen-Orient, on trouve toujours du gaz ou du pétrole !

La Syrie a-t-elle alors une importance géopolitique sur l'échiquier énergétique eurasiatique ? Quand on sait que la Syrie est un élément central dans des projets de pipelines et gazoducs iraniens mais aussi qataris, la réponse semble évidente.

En effet, le Qatar partage avec l'Iran l'un des plus grands champs gaziers du monde : le South Pars du côté iranien et le North Dome pour le côté qatari. Bien attendu, des tensions existent entre les deux pays car Téhéran, du fait notamment des sanctions internationales, ne peut exploiter le gaz à la même cadence que l'Émirat.

Mais ce dernier passe par le détroit d'Ormuz et se trouve donc tributaire de l'Iran pour l'exportation de son gaz naturel liquéfié.

En 2009, Doha avait alors eu l'ambition de construire un gazoduc passant par l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la Syrie. Or, Bachar al-Assad avait refusé ce projet, préférant signer un accord avec son allié iranien mais surtout pour conserver ses échanges énergétiques sur le long terme avec la Russie. Ainsi, en juillet 2011, un contrat fut signé entre l'Iran, l'Irak et la Syrie en vue de construire un gazoduc d'ici 2016 afin d'acheminer le gaz naturel du gigantesque champ gazier iranien, jusqu'à la côte syrienne en Méditerranée. De plus, Gazprom, le géant russe, pourrait aussi devenir un investisseur et un exploitant majeur des réserves de gaz, et même de pétrole, qui sont sur le point d'être découvertes dans des zones au large de la Syrie et du Liban...

Le Qatar et l'Arabie Saoudite rêvent toujours de voir un pouvoir sunnite à Damas qui relancerait le projet du gazoduc qatari. Mais pour l'heure, le régime d'Assad tient toujours bon et la politique énergétique de Moscou semble marquer des points, notamment dans la région. Certes, l'Europe -qui est en grande partie dépendant de Gazprom pour ses besoins énergétiques- se voit obligée d'appuyer le jeu du Qatar dans la région afin de diversifier ses sources et de diminuer sa facture de gaz. De plus, les investissements qataris en Europe, et surtout en France, sont importants.

La France et les autres pays européens devront tenir compte de ces enjeux dans leurs choix stratégiques au Moyen-Orient, faute de quoi, ils pourraient perdre encore de précieux points d'indépendance énergétique et donc diplomatique.

*Roland LOMBARDI

Doctorant à l'IREMAM, Aix-Marseille Université

Analyste chez JFC Conseil

Source : Blog de la chaire de Management des Risques Energétiques de l'ESG Management School - <http://www.riskenergy.fr/p/geopolitique.html#G26>